

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous soumettre, au nom de l'Equipe-pays des Nations Unies en Guinée-Bissau, le rapport relatif à la Coordination des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au titre de l'année 2007.

La situation politique a été marquée en 2007 par le vote de la motion de censure contre le gouvernement, à l'Assemblée Nationale Populaire, en mars, et la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale. En effet, le Parti pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC, ex-parti unique), le Parti de la rénovation sociale (PRS, de l'ex-président Kumba Yala) et le Parti uni social-démocrate (PUSD, de l'ex-Premier ministre Francisco Fadul) avaient introduit une motion de censure contre le gouvernement adoptée par l'Assemblée nationale le 19 mars. L'ancien premier Monsieur Aristides Gomes du PAIGC a fini par démissionner.

Le Président de la République Monsieur João Bernardo Vieira, entre l'option de dissoudre l'Assemblée Nationale ou celle de nommer un autre premier ministre a choisi la seconde option. Ainsi, Monsieur Martinho Ndafo Kabi, d'une autre tendance du PAIGC que celle de Monsieur Gomes, a été désigné pour former un nouveau gouvernement reposant sur les mêmes partis politiques, mais recomposés à l'intérieur. L'ex-Premier ministre Francisco Fadul a notamment quitté le PUSD pour former un nouveau parti politique.

Dans le programme de gouvernement la nouvelle équipe a souligné son engagement à reformer le secteur de défense et de sécurité, assainir les finances publiques et mettre en œuvre le document stratégie nationale de réduction de la pauvreté (DENARP).

En dépit de l'apparente continuité, dans les faits, le climat politique ayant prévalu avant la formation du nouveau gouvernement a gêné le suivi des conclusions de la table ronde de novembre 2006 et la signature du plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) avant le 31 mars 2007.

La situation sociale est restée relativement calme en dépit des retards importants enregistrés dans le paiement des salaires. Les deux grèves des enseignants n'ont pas sérieusement affecté le calendrier scolaire. D'autres grèves comme celle des transporteurs et des agents de la santé ont aussi été jugulées suite à des âpres négociations. D'une manière générale, la situation sociale reste critique et caractérisée par la précarité quasi-générale : deux bissau-guinéens sur trois continuent à vivre en dessous du seuil de pauvreté absolue, la Guinée-Bissau demeure mal classée en termes d'indice de développement humain (IDH: 0,374 en 2005 et 175ème sur 177 pays classés). L'offre des services publics continue à être défectueuse, notamment le manque d'électricité et d'eau aux conséquences tragiques surtout dans les hôpitaux. La situation financière du pays demeure critique en dépit des mesures d'assainissement des finances publiques entreprises à partir de mai dernier par le nouveau gouvernement. Les nombreux allègements des taxes accordés en 2006 ont eu pour conséquence de réduire les recettes de l'Etat de 22% en 2007 par rapport à l'année passée. La masse salariale continue à excéder les recettes fiscales.

Les financements attendus des partenaires en vue de la couverture du gap budgétaire de 2007 comme avancé à la table ronde tenue à Genève en novembre 2007, pour un montant de 34 millions de dollars, n'étaient pas encore déboursés. La condition pour le déboursement de ces fonds en provenance des partenaires bilatéraux et multilatéraux était la conclusion entre le Gouvernement de la Guinée-Bissau et le FMI d'un programme dans le cadre de l'assistance post-conflit du FMI. Ce programme dont la durée est d'un an vient d'être conclu à l'issue du Conseil d'administration du FMI du 28 janvier 2008 avec un premier déboursement de 1,775 million de droits de tirage spéciaux (soit environ 2,823 millions de dollars) dès conclusion de l'accord. Une deuxième tranche d'un même montant est attendue en juillet sous réserve d'une revue positive des performances de la mise en œuvre du programme.

Cet accord tant attendu ouvre des perspectives nouvelles pour la Guinée-Bissau en termes de financements additionnels et d'accélération du processus d'allègement de la dette extérieure de la Guinée-Bissau par l'atteinte dans des délais plus courts du point d'achèvement dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. La Guinée-Bissau est effet un pays pauvre très endetté dont l'encours de la dette publique extérieure représentait 300,3% du PIB en 2006.

L'utilisation du territoire de la Guinée-Bissau comme lieu de passage des narcotrafiquants a placé ce pays au centre des préoccupations de la communauté internationale pour appuyer les efforts du gouvernement contre ces trafics et la criminalité organisée. Dans ce sens la communauté internationale, ainsi que le SNU, s'emploient à organiser leur action pour combattre la menace, de plus en plus importante, que représente le trafic de drogues dans le pays qui devient une plaque tournante de drogues en provenance de l'Amérique du Sud, et destinées aux marchés européens.

Summary on progress towards UNDAF outcomes

[Pas applicable en 2007]

Summary on progress in UN Reform

.....
Pour pouvoir tenir compte des priorités du pays, telles qu'elles sont définies dans le cadre stratégique national de réduction de la pauvreté et dans les autres documents stratégiques nationaux de promotion et de planification des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), l'équipe pays a finalisé au cours du premier semestre 2007, et signé en juillet son nouveau PNUAD 2008-2012. Ce cadre commun pour l'appui du SNU en Guinée-Bissau se concentre sur : (1) la gouvernance ; (2) la croissance et réduction de la pauvreté et (3) la protection sociale et développement humain. Les travaux de finalisation du PNUAD ont été une opportunité pour davantage aligner ses résultats stratégiques avec les OMD et le DENARP.

Dans cette ligne, les agences concernées (UNDP, UNFPA et UNICEF), de concert avec les partenaires nationaux, ont élaboré et préparé les Documents de Pays, approuvés par les respectifs Conseils d'Administration en septembre 2007. C'est au cours du dernier trimestre donc que les Plans d'Action des Programmes de Pays ont été élaborés par un processus qui a impliqué les divers acteurs nationaux et les partenaires techniques et financiers et qui a résulté dans leur signature commune, ce janvier 2008.

Les concertations, avec l'implication des autres agences résidentes, qui ont sous-tendu l'élaboration des Plans d'action ont permis d'identifier les possibles champs d'intervention communs et de mieux préciser les responsabilités de chaque agence et, partant, de mieux définir, dans une optique de complémentarité, des interventions prévues dans les plans d'actions de chaque agence.

Concernant l'appui apporté au gouvernement national dans la préparation et la mise en œuvre des stratégies nationales de développement fondées sur les OMD, l'Equipe-pays a soutenu l'élaboration de plusieurs documents nationaux (i.e. Politique nationale de la Jeunesse, Plan sectoriel en appui direct du Plan Régional de Santé, ainsi que les Plans nationaux de l'équité et genre, de l'Education, de Développement Sanitaire 2008-2012, en cours de finalisation). Aussi, des appuis variés ont été apportés collectivement par les agences pour soutenir les efforts des partenaires nationaux en matière de renforcement des capacités et d'efficacité de l'aide (formation sur la programmation du développement basée sur les OMD, formation des cadres nationaux sur DevInfo, appui au suivi de la Conférence des bailleurs de fonds).

Le suivi et évaluation des stratégies nationales de développement et la coordination de l'aide internationale souffrent, toutefois, du manque d'une structure gouvernementale dont la mise en place tarde à venir malgré le plaidoyer fait par l'Equipe-pays.

Pour ce qui est des programmes conjoints, l'équipe s'est investie dans la formulation d'une proposition de programme conjoint « genre », ainsi que d'une autre proposition portant sur « Jeunesse, immigration et emploi » (qui a connu l'implication des agences non-résidentes), soumise pour financement par le Fonds Espagnol pour les OMD. Elle a aussi appuyé l'élaboration du « plan national d'action pour les jeunes », validé en décembre 2007, qui servira de support pour un plan concerté d'intervention en direction des jeunes.

Une matrice pour le développement d'un programme conjoint de lutte contre le VIH/SIDA a été préparée et le programme sera exécuté lors du nouveau cycle programmatique 2008-2012. Il convient aussi de mentionner l'appui significatif apporté par l'Equipe pays dans la préparation de la soumission de la Guinée-Bissau au Fonds Mondial pour la Lutte Contre le SIDA / Tuberculoses / Malaria, qui a résulté dans l'obtention d'une subvention de plus de 44 millions de dollars US, sur cinq ans, pour la lutte contre le VIH/SIDA dans le pays.

Le PAM et l'UNICEF ont apporté des appuis conjoints – formalisés par la signature d'un MOU - aux cantines scolaires et à l'amélioration de l'environnement scolaire et qui a permis une augmentation du taux de participation et succès des élèves.

Les étapes clés du processus pour la mise en œuvre de l'HACT ont été complétées et cette nouvelle approche harmonisée pourra être mise en œuvre en ce début 2008 suite à la finalisation des Plans Annuels de Travail. Les activités majeures en 2008 porteront sur la formation des partenaires.

Recommendations

.....
En égard à ce qui précède, le renforcement du Bureau du Coordonnateur Résident -actuellement composé d'un seul professionnel à temps plein (un JPO) et d'un chargé de communication à temps partiel - est une nécessité qui s'impose. Et elle s'impose au vu des défis existants en Guinée-Bissau, de la nouvelle dynamique de coopération qui se dessine et du rôle accru que le SNU est appelé à jouer en matière de coordination et singulièrement dans la mise œuvre de la stratégie de transition suite à l'inclusion précitée de la Guinée-Bissau dans l'agenda de la CCP.

Key aspects of the proposed 2008 workplan

.....
En guise de conclusion, Monsieur le Secrétaire Général, je souhaiterais vous donner un bref aperçu des principaux sujets de débat au niveau du pays et des défis et objectifs à relever pour l'équipe-pays des Nations Unies pour l'année 2008.

Au niveau politique cette année sera encore une année électorale importante, avec la tenue d'élections législatives au cours du dernier trimestre.

Le défi principal de l'équipe-pays sera de répondre aux attentes grandissantes, à la fois des partenaires nationaux et des partenaires techniques et financiers, dans un contexte de regain d'attention de la communauté internationale et pour une impulsion décisive à la stabilisation du pays.

La récente inclusion de la Guinée-Bissau dans l'agenda de la Commission de Consolidation de la Paix et la conclusion, avec le FMI, d'un accord d'assistance post-conflit notamment, ouvrent des nouvelles perspectives de coopération pour le pays que l'Équipe Pays sera appelée à accompagner.

C'est dans ce contexte que le programme de travail de l'Équipe Pays en 2008 portera en priorité sur:

Le renforcement des capacités nationales de coordination de l'aide et en particulier par la mise en place d'un mécanisme national de suivi et évaluation du DENARP/PNUAD et d'instruments tels que l'établissement d'une base de données sur l'aide en Guinée-Bissau ; et en parallèle, le renforcement du système de coordination entre les partenaires ;

L'appui à l'élaboration d'une stratégie de transition et de programmes qui en suivent ;

Le développement de capacités nationales en matière de coordination et prévention de crises humanitaires ;

La finalisation, mobilisation de ressources et mise en œuvre de programmes conjoints («VIH/Sida », « genre» et « jeunesse »), identification des besoins en matière de développement de capacités en vue de la formulation future d'un programme conjoint ainsi que la conduite d'activités conjointes dans le domaine des secteurs sociaux (éducation, santé maternelle, etc.) ;

L'organisation du suivi de la mise en œuvre du PNUAD par, notamment, l'opérationnalisation des mécanismes inter-agences prévus ;

Le renforcement des mesures de sécurité ainsi que des services communs

La formulation et lancement d'un plan commun de communication de l'Equipe pays, pour favoriser à terme un plaidoyer plus soutenu, une plus grande visibilité du SNU et la mobilisation de fonds ;

La formation des partenaires nationaux dans le cadre de l'application de l'HACT par les trois agences concernées (UNDP, UNFPA et UNICEF) ;

En espérant que ces éléments vous agréent, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, à l'assurance de ma très haute considération.